

1869. — LEGGE 30 dicembre 1931, n. 1576.

Esecuzione della Convenzione italo=francese stipulata a Roma il 16 giugno 1930 per evitare le doppie imposizioni e regolare altre questioni in materia fiscale, nonchè dei due Atti aggiuntivi del 16 novembre 1931.



Numero di pubblicazione 1869.

LEGGE 30 dicembre 1931, n. 1576.

Esecuzione della Convenzione italo-francese stipulata a Roma il 16 giugno 1930 per evitare le doppie imposizioni e regolare altre questioni in materia fiscale, nonchè dei due Atti aggiuntivi del 16 novembre 1931.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato; Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione con Protocollo stipulata a Roma il 16 giugno 1930 tra l'Italia e la Francia per evitare le doppie imposizioni e regolare alcune altre questioni in materia fiscale, nonchè ai due Atti aggiuntivi in data 16 novembre 1931.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore il 1° gennaio dell'anno che seguirà quello dello scambio delle ratifiche della Convenzione di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 dicembre 1931 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

Mussolini — Grandi — Mosconi.

Visto, il Guardasiailli · Rocco.

Convention entre l'Italie et la France pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République française, animés du désir d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière fiscale, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence M. Giuseppe De Michelis, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie, Sénateur du Royaume;

M. Gino Bolaffi, Directeur Chef de division au Ministère des Finances;

Le Président de la République française:

M. Marcel Borduge, Conseiller d'Etat, Directeur général au Ministère des Finances,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I.

Doubles impositions.

Art. 1er.

La présente Convention tend à éviter aux contribuables des Etats contractants la double imposition en matière d'impôts directs, réels ou personnels. Sont considérés comme impôts directs, aux termes de la présente Convention, les impôts qui sont établis directement sur les revenus, soit pour le compte de l'Etat soit pour le compte des provinces, départements et communes, même sous forme de centimes additionnels.

La Convention établit des règles distinctes pour les impôts directs réels et pour les impôts directs personnels.

Sont considérés comme réels, aux termes de la présente Convention, les impôts directs qui sont établis sur les diverses catégories de revenus prises distinctement. Sont considérés comme impôts personnels, les impôts directs qui sont perçus sur l'ensemble des revenus de chaque contribuable eu égard à sa personne.

A la date de la présente Convention, les impôts réels visés sont les suivants:

- 1. Pour la législation italienne:
- a) l'impôt sur la propriété non bâtie (imposta sul reddito dei terreni);
- b) l'impôt sur la propriété bâtie (imposta sul reddito dei fabbricati);
- c) l'impôt sur la richesse mobilière (imposta sui redditi di ricchezza mobile);
- d) l'impôt sur les revenus agricoles (imposta sui redditi agrari).
 - 2. Pour la législation française :
- a) la contribution foncière (propriété bâtie et non bâtie);
- b) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux;
 - c) la redevance proportionnelle des mines;
 - d) l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole;
- e) l'impôt sur les traitements, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères;
- f) l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales;
- g) l'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers.

Les impôts personnels visés sont les suivants:

1. — Pour la législation italienne:

L'impôt complémentaire progressif sur l'ensemble des revenus (imposta complementare progressiva sul reddito complessivo del contribuente).

2. — Pour la législation française:

L'impôt général sur le revenu.

Section I. — Impôts réels.

Art. 2.

Sous réserve des exceptions résultant des articles ci-après, les impôts réels sont, en principe, établis dans le pays de l'origine des revenus.

Art. 3.

Les revenus des biens immobiliers qui correspondent à leur valeur locative réelle ou présumée, ainsi que tous les autres revenus de ces biens qui ne sont pas visés dans l'article 6 ci-après, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel sont situés lesdits biens immobiliers.

Art. 4.

Les revenus des fonds publics, des obligations, des prêts, des dépôts et comptes de dépôts, et de toutes autres créan-

ces, sont imposables dans l'Etat où se trouve le débiteur de ces revenus.

Si le débiteur possède dans les deux Etats des établissements stables au sens de l'article 6 ci-après et si l'un de ces établissements, dans le cadre de son activité propre, contracte un emprunt ou reçoit un dépôt, l'impôt est perçu par l'Etat sur le territoire duquel est situé cet établissement.

Art. 5.

Les revenus des actions ou des parts analogues, ceux des commandites dans les sociétés en commandite simple, ceux des parts dans les sociétés civiles et les sociétés à responsabilité limitée, sont imposables dans l'Etat où se trouve le siège effectif de la société.

Art. 6.

Les revenus de toutes exploitations industrielles, commerciales, minières ou agricoles, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel se trouvent des établissements stables, même lorsque l'entreprise étend son activité sur le territoire de l'autre Etat sans y avoir d'établissement.

Il y a lieu d'entendre par établissement stable, aux fins de la présente Convention, une organisation productive permanente appartenant à l'entreprise et dans laquelle s'exerce, en totalité, ou en partie, l'activité de ladite entreprise.

Si l'entreprise a des établissements stables dans les deux Etats contractants, chacun de ces Etats appliquera l'impôt sur la partie du revenu provenant de l'activité des établissements situés sur son territoire, à charge par le contribuable de présenter ses comptes généraux, ses comptes spéciaux, ainsi que toutes pièces nécessaires à la discrimination des revenus.

A défaut de comptabilité faisant ressortir régulièrement et d'une manière distincte ces revenus, les autorités financières des deux Etats contractants s'intendront pour arrêter les règles de ventilation.

Art. 7.

Les bénéfices provenant de l'exploitation d'entreprises de navigation maritime on aérienne ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège central réel de l'entreprise, à condition que les navires ou les aéronefs battent pavillon ou possèdent la nationalité dudit Etat.

Art. 8.

Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs des sociétés par actions sont imposables selon la règle établie à l'art. 5.

Art. 9.

Les revenus du travail, y compris les revenus des professions libérales, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel s'exerce l'activité personnelle d'où provient le revenu. Il n'y a exercice de profession libérale en un lieu déterminé que si l'activité professionnelle s'y exerce dans une installation permanente.

Les pensions privées sont imposables dans l'Etat où se trouve le débiteur.

Les traitements, salaires, rentes, pensions et autres rétributions payées par l'Etat, par les provinces ou départements, par les communes et autres personnes morales publiques régulièrement constituées selon la législation intérieure des Etats contractants, sont imposables dans l'Etat auquel appartient le débiteur.

Art. 10.

Les rentes viagères et les revenus de toutes occupations lucratives non visées dans les articles précédents sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel le bénéficiaire a son domicile fiscal. Si le contribuable a un domicile fiscal dans les deux Etats, l'impôt est perçu par l'Etat dont l'intéressé est ressortissant.

Art. 11.

Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 cidessus, chaque Etat contractant, dans le but de maintenir l'égalité des charges fiscales sur son territoire ou entre ses nationaux, aura la faculté de frapper d'un impôt réel, conformément à sa législation générale, les revenus des capitaux étrangers investis sur son territoire et les revenus des capitaux nationaux investis à l'étranger sous forme de fonds d'Etat, d'actions ou d'obligations. Mais dans ce cas, il accepte de précompter sur les impôts qui résulteront de l'application de son tarif général, ceux qui seront payés dans l'autre Etat pour le même objet.

Section II. — Impôts personnels.

Art. 12.

L'impôt personnel qui frappe l'ensemble des revenus est perçu par l'Etat sur le territoire duquel le contribuable a son domicile fiscal, c'est-à-dire sa résidence normale, entendue dans le sens de foyer permanent d'habitation.

Art. 13.

Lorsque des contribuables ont un domicile fiscal dans les deux Etats contractants, l'impôt personnel est établi dans chacun de ceux-ci au prorata de la durée du séjour au cours de l'année fiscale. Le séjour passé dans un tiers pays comptera au profit de l'Etat dont le contribuable est ressortissant.

Section III. — Dispositions diverses.

Art. 14.

Si les mesures prises par les autorités financières des Etats contractants ont entraîné une double imposition, le contribuable intéressé pourra adresser une réclamation à l'Etat dont il est ressortissant. Si le bien fondé de la réclamation est reconnu, l'autorité financière suprême de cet Etat pourra s'entendre avec l'autorité financière suprême de l'autre Etat en vue de remédier équitablement à la double imposition.

Art. 15.

Les l'arties contractantes confient aux autorités financières suprêmes des deux Etats le soin de conclure des accords pour éviter les doubles impositions dans les cas qui ne sont pas expressément prévus par la présente Convention, et de résoudre les difficultés qui naîtraient de son application.

TITRE II.

Assistance administrative.

Art. 16.

En vue d'assurer une meilleure application de l'impôt personnel sur l'ensemble des revenus, les Etats contractants s'engagent, sous réserve de réciprocité, à échanger les renseignements d'ordre fiscal que l'Administration d'un des Etats detient ou peut obtenir et qui seraient utiles à l'Administration de l'autre Etat pour le contrôle dudit impôt.

Les échanges s'effectueront directement entre les deux autorités financières suprêmes et auront lieu d'office ou sur demande.

Art. 17.

En ce qui concerne les catégories de revenus ci-après énumérées, l'Etat qui perçoit l'impôt réel communiquera d'office les bases d'imposition à l'autre Etat, si le bénéficiaire desdits revenus est domicilié sur le territoire de ce dernier Etat et, comme tel, y est passible de l'impôt personnel;

- 1. Revenus des propriétés foncières;
- 2. Intérêts des créances hypothécaires;
- 3. Bénéfices des entreprises industrielles ou commerciales et des exploitations minières ou agricoles;
- 4. Tantièmes et autres émoluments des administrateurs de sociétés, revenus des commandites et des parts d'intérêt dans les sociétés commerciales ou civiles;
 - 5 Revenus du travail, pensions publiques ou privées.

Inversement, l'Etat qui perçoit l'impôt personnel signalera à l'autre Etat les rentes viagères et les intérêts des créances dont le débiteur aura demandé la déduction à titre de charge de son revenu global.

Art. 18

Indépendamment des renseignements échangés d'office conformément à l'article 17 ci-dessus, l'Administration de chaque pays pourra demander à celle de l'autre pays des informations visant des cas concrets.

Mais l'application de cette disposition ne pourra, en aucun cas, avoir pour effet d'imposer à l'un des Etats contractants l'obligation de communiquer des renseignements qui porteraient atteinte au secret des opérations bancaires ou de fournir des éléments d'information que sa propre législation fiscale ne lui permet pas d'obtenir, non plus que d'accomplir des actes administratifs qui ne seraient pas conformes à sa réglementation ou à ses pratiques.

En outre, l'Etat requis pourra refuser de donner suite à la demande, s'il considère que des raisons d'ordre public ou d'intérêt général s'y opposent.

Art. 19.

Les Parties contractantes s'engagent à se prêter mutuellement assistance pour la notification des actes relatifs à l'assiette et au recouvrement des impôts directs visés dans la présente Convention.

Elles s'engagent également à examiner, dans un esprit d'amicale collaboration, la possibilité de s'entremettre pour assurer le recouvrement des impôts que les contribuables domiciliés sur le territoire de l'un des Etats doivent à l'autre Etat. Les deux autorités financières suprêmes se concerteront en vue de fixer d'un commun accord les règles suivant les quelles elles se prêteront le concours prévu au présent article.

Art. 20.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Rome dans le plus bref délai.

La Convention entrera en vigueur le premier janvier de l'année qui suivra celle de la ratification.

Elle pourra cesser de produire ses effets le 1er janvier de chaque année, à condition qu'elle ait été dénoncée au moins huit mois à l'avance.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 juin mil neuf cent trente.

(L. S.) Gius. De Michelis (L. S.) M. Borduge (L. S). Gino Bolaffi

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, conclue ce jour entre l'Italie et la France au sujet des doubles impositions et de l'assistance administrative, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations concordantes suivantes, qui formeront partie intégrante de la Convention même:

- 1. Sont considérés comme établissements stables au sens de l'article 6 de la Convention, non seulement le siège social et le siège central réel, mais aussi les succursales, les agences, les fabriques, les usines, les laboratoires, les locaux d'achat ou de vente, les magasins et autres exploitations commerciales ayant un caractère d'organisation productive stable, ainsi que les représentations permanentes.
- 2. On appliquera les régles fixées au 3ème et 4ème alinéas de l'article 6 de la Convention, s'il existe dans l'un des Etats une entreprise qui, tout en étant juridiquement autonome selon les lois du pays, a, avec une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat, des liens ou des rapports de dépendance ou de participation tels que les deux entreprises constituent une seule et même unité économique.
- 3. Aux termes de l'article 6, 3ème alinéa, de la Convention, il y a lieu d'entendre:
- a) par « comptes généraux » ceux qui expriment les résultats généraux de l'entreprise et qui sont dressés et publiés conformément aux lois de l'Etat dans lequel se trouve le siège social ou le siège central réel de l'entreprise;
- b) par « comptes spéciaux » ceux qui expriment les résultats de la gestion des établissements situés dans l'Etat qui applique l'impôt, comptes dressés et publiés conformément aux lois dudit Etat;
- c) par « toutes autres pièces », toutes pièces concernant la gestion des établissements et nécessaires pour déterminer les revenus desdits établissements qui sont imposables dans l'Etat qui applique l'impôt.
- 4. Il est entendu que, par application de la règle établie à l'article 7 de la Convention, les entreprises de navigation maritime ou aérienne dont le siège central réel se trouve en Italie et dont les navires ou les aéronefs, battant pavillon italien ou possédant la nationalité italienne, char-

gent ou déchargent des voyageurs ou des marchandises en territoire français, n'y seront pas soumises à la contribution des patentes ou à tout autre impôt qui lui serait substitué, si elles n'y possèdent ni agence ni succursale, alors même qu'elles utiliseraient les services d'un intermédiaire pour la recherche du fret ou la vente de billets.

A titre de réciprocité, l'impôt provincial et communal italien sur l'industrie, le commerce et les professions, ou l'impôt d'exercice, ou tout autre impôt qui lui serait substitué, ne sera pas appliqué aux entreprises françaises de navigation maritime ou aérienne dont les navires ou les aéronefs, battant pavillon français ou possédant la nationalité française, chargent ou déchargent des voyageurs ou des marchandises en territoire italien dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent.

Il est, en outre, convenu que les impôts dont les entreprises visées à l'article 7 de la Convention se trouveront exonérées par l'effet dudit article, ne seront pas réclamés pour le passé, sauf dans le cas où les rôles auraient été mis en recouvrement antérieurement à la date de la présente Convention.

- 5. Pour l'imposition des pensions privées suivant la règle établie au 2ème alinéa de l'article 9 de la Convention, est entendu que, si la pension est servie par une entreprise ayant des établissements dans les deux pays, l'établissement qui a la charge d'effectuer le paiement sera considéré comme débiteur.
- 6. Il est précisé que, conformément aux articles 4, 5 et 11 de la Convention, et par dérogation à la législation générale française, les sociétés italiennes bénéficieront des dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi française du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de celle du 19 mars 1928, dans les conditions fixées par ces articles.
- 7. Pour l'application de l'article 11 de la Convention il est précisé que par « capitaux nationaux » il faut entendre, en ce qui concerne la France, les capitaux fournis par des sociétés dont le siège est en France ou par des particuliers domiciliés en France.

En conformité de l'article 11, le Gouvernement français prendra les mesures suivantes:

- a) il ne percevra plus l'impôt sur le revenu de valeurs étrangères non abonnées en tant qu'il s'appliquera à des valeurs italiennes ayant supporté en Italie l'impôt au taux de 20 %;
- b) il ne percevra plus l'impôt de 16 % sur les obligations italiennes abonnées qui auront supporté en Italie l'impôt de 20 %.

Les mêmes règles sont applicables mutatis mutandis à l'Italie.

Si l'Italie vient à instituer un impôt sur les valeurs mobilières italiennes, l'impôt français sur le même revenu ne sera perçu qu'imputation faite de l'impôt perçu en Italie.

Si l'Italie venait à créer un impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères, cet impôt ne serait perçu qu'après déduction de l'imposition acquittée en France.

- 8. Eu ègard à la législation actuellement en vigueur en Italie, il est précisé que par l'effet de l'article 12 de la Convention, les contribuables ayant leur domicile fiscal en territoire français et qui y sont comme tels passibles de l'impôt personnel, ne seront pas frappés de l'impôt personnel en Italie pour les revenus de leurs biens situés en territoire italien, s'ils n'y ont pas de domicile.
- 9. Il est précisé que pour l'application de l'article 13 de la Convention, chaque Etat, après avoir calculé l'impôt personnel sur le revenu global du contribuable d'après son

tarif propre, réduira la somme ainsi obtenue au prorata de la durée du séjour sur son territoire.

10. Le étudiants qui séjournent dans l'un des Etats contractants, exclusivement pour y faire leurs études, ne cont pas assujettis par ledit Etat, à un impôt sur les subsides qu'ils reçoivent de leurs parents résidant dans l'autre Etat, pour autant que ces subsides constituent la fraction a plus importante des ressources qui leur sont nécessaires pour leur entretien et leurs études.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 juin mil neuf

(L. S.) Gius. De Michelis (L. S.) M. Borduge (L. S). Gino Bolaffi

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri: Grandi.

Avenant à la Convention du 16 juin 1930 entre l'Italie et la France pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République Française, désireux de compléter les dispositions de la Convention du 16 juin 1930 entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale, ont décidé de conclure un Avenant à ladite Convention et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence Monsieur Giuseppe De Michelis, Ambassadeur, Sénateur du Royaume;

Monsieur Gino Bolaffi, Directeur Chef de Division au Ministère des Finances;

Le Président de la République Française:

Monsieur Marcel Borduge, ancien Conseiller d'Etat, Directeur général hors cadres au Ministère des Finances,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus réciproquement des dispositions suivantes:

Art. 1er.

La Convention susvisée du 16 juin 1930 est complétée par l'article suivant, qui prendra place après l'article 11 de la Convention même, et qui portera le numéro 11-bis:

« Art. 11-bis. — Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie qui possèdent en France un établissement stable et qui sont soumises à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en vertu de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant acquitteront cet impôt dans les conditions prévues par ces dispositions; toutefois. le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de sa succursale ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie ne peuvent être soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers à raison de leur participation dans une société dont le siège social effectif est en France; mais les bénéfices distribués par la société française et passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobiliers seront augmentés, le cas échéant, pour la perception de cet impôt, des bénéfices ou avantages que la société italienne aurait indirectement retirés de sa participation ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen ».

Art. 2.

Le présent Avenant sera ratifié et entrera en vigueur en même temps que la Convention du 16 juin 1930, dont il suivra le sort.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Avenant et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, en double exemplaire, le seize novembre mil neuf cent trente et un.

(L. S.) GIUS. DE MICHELIS.

(L. S.) BORDUGE.

(L. S.) GINO BOLAFFI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
Grandi.

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature du présent Avenant conclu ce jour entre l'Italie et la France pour compléter la Convention du 16 juin 1930 relative aux doubles impositions, les Plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration concordante suivante, qui formera partie intégrante de ladite Convention:

« Il est entendu que pour l'application de l'article 6 de la Convention du 16 juin 1930, les revenus visés aux articles 4 et 5 et provenant de l'un des Etats ne seront pas compris dans les bénéfices passibles, dans l'autre Etat, soit de l'impôt sur la richesse mobilière, soit de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ».

Fait à Rome, en double exemplaire, le seize novembre mil neuf cent trente et un.

(L. S.) GIUS. DE MICHELIS.

(L. S.) BORDUGE.

(L. S.) GINO BOLAFFI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
Grandi.

Prezzo L. 0,40